

« SHAME » : La Manifestation de la honte

Quoique les medias l'aient représentée comme une nouvelle forme de démocratie citoyenne, la manifestation « apolitique » qui a eu lieu ce 23 janvier n'est hélas pas aussi atypique qu'il n'y paraît. En se déclarant contre les hommes de partis qui ne font pas leur boulot, mais pour un gouvernement tout de suite et à n'importe quel prix, les manifestants de ce dimanche ont oublié qu'en démocratie les hommes politiques ne sont pas des salariés, mais des représentants élus issus de plusieurs partis. Dans cette mesure, nombre de ceux qui, par naïveté ou pour le récupérer, se réjouissent aujourd'hui du « succès démocratique » de cette manifestation, pourrait bien le regretter.

Succès ? Voire ! Comparé au traitement que réservent les medias aux manifestations syndicales de même ampleur, le battage médiatique auquel on a assisté relève de la propagande. A cette démesure s'ajoute l'accent mis sur le côté « sympathique » de l'événement. La jeunesse de ses organisateurs, la « modernité » du media utilisé (Facebook), le caractère « neutre », « bon-enfant », « rassembleur », « pacifique » voire « apolitique » du mouvement ont été valorisés à l'extrême jusqu'à présenter un belgicisme poujadiste mêlé de jeunisme comme l'expression même de la voix du peuple. Pourtant, si c'est « le peuple belge » qui était dimanche dans la rue comme le déclare l'un des organisateurs, alors il faudra bien constater que ce « peuple » doit être particulièrement servile. Car enfin, comment peut-on qualifier un peuple qui veut être gouverné sans même vouloir savoir comment il sera gouverné ?

L'appel pour que les partis « mettent de l'eau dans leur vin » afin de constituer immédiatement un gouvernement est motivé par la peur d'une décote des obligations belges par les agences de notation et, conjointement, par la nécessité d'une politique économique qui réduise la dette publique sous peine de nouvelles catastrophes. Mais qui va supporter la charge de cette dette et quelle politique faut-il mener pour échapper à la crise ? De cela il n'est jamais question. Pour les organisateurs de la manifestation, ce problème relève non pas du débat et de la volonté populaire mais de la compétence d'un gouvernement d'experts, tandis que le peuple n'aurait que des sentiments... de honte en l'occurrence et de peur. Pourtant la crainte des agences de notation et du poids de la dette est mauvaise conseillère. En témoigne la complaisance des syndicats lors des récentes négociations interprofessionnelles. Force est de constater en effet que jusqu'à présent, seuls les travailleurs ont « mis de l'eau dans leur vin ». Mais ces travailleurs savent aussi que, contrairement à la majorité de ceux qui ont défilé dimanche, ils ne peuvent espérer voir se constituer rapidement un gouvernement fédéral qui rencontre assez leurs intérêts pour qu'ils puissent s'en imaginer être les patrons. Au contraire : comme on le voit chez nos voisins, si un gouvernement est constitué, il appliquera très probablement un plan de rigueur contre la sécurité sociale, le secteur public et les salariés.

Certes, les personnes qui ont défilé dimanche ont des idées parfois divergentes, voire carrément opposées. On dénombre 43 % d'étudiants et de jeunes disant craindre plus pour leurs pensions plus que pour leurs emplois. On observe également des personnes dont les activités dépendent de subsides et d'aides annuellement reconductibles par l'Etat fédéral : chercheurs, chefs de PME, administrateurs d'associations, ... et des familles plutôt bien habillées et en promenade. Ces personnes se disent attachées à une Belgique unie,

réclament la constitution d'un gouvernement pour résoudre – mais comment ? – leurs problèmes économiques et expriment leur dégoût du monde politique dans notre démocratie participative. Ils ont répondu à l'appel de quatre étudiants (trois Flamands et un Bruxellois francophone mais pas de Wallon), parmi lesquels on trouve le fils du CD&V Stefaan De Clerck. Cette foule, qui se veut « apolitique », est curieusement soutenue par un grand nombre d'organisations politiques allant de l'extrême gauche « solidariste » (PTB et PSL) à l'extrême droite royaliste en passant, selon l'importance du soutien, par le Parti Populaire, le CDh, les jeunes CD&V, les jeunes socialistes, les jeunes du SPa et...Isabelle Durant.

Gageons que ces derniers n'ont pas la naïveté de séparer le volet économique du volet communautaire comme le font les organisateurs lorsqu'ils négligent la configuration politique du pays. Il ne suffit pas de séparer le volet économique (« on veut un gouvernement ») du volet communautaire (« le bac à sable des partis ») et d'ignorer le scrutin électoral pour que la « bonne politique économique » tombe du ciel. A bien y regarder en effet, l'origine des manifestants – 44 % de Bruxellois, 32 % de Wallons et 21 % de Flamands – exprime la prégnance d'un certain belgicisme dans les trois régions. A tel point que le chef de la NVA en a tiré un argument pour le séparatisme.

Rien de nouveau sous le soleil, donc. Le CD&V déclare rester attaché à la NVA, l'impasse est plus profonde que jamais et, heureusement, on n'a pas supprimé le multipartisme. Rien de nouveau que cette peur qui rend servile face à la dictature des marchés financiers (1).

- (1) On apprend que suite au départ du dictateur Ben Ali, la Tunisie vient de rétrograder dans le classement des agences de notation. Est-ce curieux ?